

Les paysans en colère sont dans la rue... silence des journalistes !

écrit par Christine Tasin | 21 décembre 2023



De nombreux panneaux d'entrée de ville ont été retournés dans toute la France. | [OUEST-FRANCE](#)



De nombreux panneaux d'entrée de ville ont été retournés dans toute la France. | [OUEST-FRANCE](#)

Panneaux retournés, manifestations... Les raisons de la colère des agriculteurs français

Depuis plusieurs semaines, la colère gronde dans les campagnes, avec différentes actions dans toute la France. Les syndicats agricoles attendent des réponses du gouvernement et une « respiration normative ».



Une centaine d'agriculteurs de tout le département de la Mayenne ont manifesté au début du mois de novembre devant la préfecture, à Laval. | OUEST-FRANCE

Des actions dans de nombreux départements, des tracteurs qui défilent dans les villes, [des blocages de certaines routes...](#) Depuis plusieurs semaines, la colère d'agriculteurs se manifeste un peu partout en France.

Le mouvement est parti d'une action pacifique : [des panneaux signalétiques rouge et blanc, à l'entrée des villes, retournés à l'envers.](#) À l'origine de cette initiative, le syndicat des Jeunes Agriculteurs (JA) et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), pour illustrer un slogan : « **On marche sur la tête** ».

**Quelle est la grogne qui se cache derrière cette formule ?
Explications.**

« **Des boulets aux pieds** »

Les syndicats agricoles majoritaires demandent une « **respiration normative** » et dénoncent les « **incohérences** »

des politiques nationales et européennes les concernant.

Parmi ces « incohérences » : l'augmentation de la redevance sur l'eau et sur les produits phytosanitaires, la crainte des conséquences de l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur (marché commun d'Amérique du Sud) en cours de négociation, la fin progressive de la défiscalisation du gazole non routier (GNR), utilisé pour faire rouler les tracteurs, la hausse d'importation de produits « **ne respectant les normes des agriculteurs français** »

Autre objet de mécontentement : le refus de Bruxelles de prolonger en 2024 la dérogation permettant de mettre en culture les terres en jachère, alors que la tension alimentaire provoquée par la guerre en Ukraine se poursuit.

« On porte la souveraineté alimentaire et tous les jours, on a des boulets aux pieds », a expliqué jeudi soir Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, à la sortie d'une réunion au ministère de l'Agriculture.

<https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/panneaux-retour-urnes-manifestations-les-raisons-de-la-colere-des-agriculteurs-francais-ae6464f0-9035-11ee-8602-1e868188f4e2>



Qui vous a parlé des agriculteurs qui, il y a une dizaine de jours, ont déversé du lisier devant la Préfecture de Chateauroux ?

Sud Radio reçoit Sylvie Brunel, géographe, auteur de « Nourrir. Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre ! Passionnant !

Voir aussi le communiqué ci-dessous du RPF

Quelle télévision parle des paysans en colère ?

Depuis plusieurs semaines, le monde paysan gronde et manifeste. Dépôts de fumier devant les préfectures, occupations de locaux, mise à l'envers des panneaux des entrées de communes... Tout cela dans le silence assourdissant de nos médias qui, à l'instar de nos députés, nous montrent le visage écœurant d'une caste corrompue, aux ordres d'un

pouvoir à la dérive. Taire les informations, les trafiquer pour les besoins du gouvernement et permettre que les mensonges se gobent plus facilement, voilà l'image qu'ils renvoient et s'étonnent ne pas être appréciés du grand public devenu méfiant, pour ne pas dire plus, à leurs égards.

Mais quelle est l'origine de cette fronde ? Ce sont les jeunes agriculteurs qui ont débuté, rejoints par la FNSEA, pour « dénoncer les incohérences du gouvernement ». Bienvenue dans la réalité, ça fait longtemps que nous les avons constatés ces absurdités et elles ne sont pas l'exclusivité du monde agricole. Nos agriculteurs les découvrent seulement maintenant... au moment où ils risquent tout bonnement de disparaître et une forme d'autosuffisance alimentaire du pays avec.

Ils dénoncent également l'augmentation de la redevance sur l'eau, des produits phytosanitaires, ainsi que l'accord de libre-échange avec le marché commun d'Amérique-du-Sud, MERCOSUR, qui devrait leur porter un coup, si ce n'est fatal, du moins préjudiciable. La fin de la défiscalisation du carburant pour les tracteurs, qui devrait faire flamber les coûts d'exploitation. Tout cela est effectivement dramatique pour notre agriculture et ne va pas dans le sens d'une indépendance alimentaire nécessaire... si on ne veut pas être dépendant de l'étranger pour se nourrir, comme nous le sommes pour nos médicaments, nos munitions et bien d'autres choses. Un grand pays ne l'est qu'à condition de ne pas être le soumis aux autres dans ces domaines stratégiques, mais avec l'UE et Macron, ces considérations ne sont que des discours électoraux destinés à récolter des voix autour de promesses mensongères. D'ailleurs, souvenons-nous un instant : La FNSEA n'avait-elle pas appelé à voter Macron pour une Europe plus forte, fustigeant les intérêts nationaux que pouvaient mettre en avant Marine Le Pen, représentant le fameux repli sur soi-même, quand eux, prônaient l'ouverture

internationale. Eh bien qu'elle soit exaucée, c'est exactement ce qui se passe, plus d'ouverture et moins de protection de nos agriculteurs.

On ouvre les marchés de l'extérieur, qui ont moins de contraintes que les nôtres et on inonde la production locale de taxes et de normes. Ce ne serait pas fait exprès ? Crédules, empreints d'un idéal européiste qui mène notre agriculture dans le mur depuis des années, on en envie de dire qu'ils récoltent ce qu'ils ont semé. Ils ont cru en Macron, ils ont cru en l'Europe, et s'étonnent de voir que les deux jouent contre eux. Naïveté feinte ou réelle ? Ce même corporatisme qui leur a permis de ne pas s'engager dans la lutte contre la réforme des retraites au moment de suivre le mouvement social qui s'initiait, satisfaits de conserver leur régime, les dessert aujourd'hui. Que dire là encore, ils sont avec Macron depuis le début, ils en payent maintenant les conséquences. Seuls ils ont cru avoir obtenu les privilèges que les autres n'avaient pas, ou ne garderaient pas, c'est donc seuls qu'ils affrontent le démantèlement de leur filière, et dans l'indifférence la plus totale.

Faut-il pleurer, faut-il en rire, se demandait Ferrat, sur le sort réservé aux femmes dans la vie de tous les jours. On pourrait se poser la même question à propos de notre agriculture, gérée par des individualistes forcenés, qui aimeraient bien un peu de solidarité dans ces jours sombres. Oui mais voilà, la mémoire de leurs prises de position ne s'efface pas aussi facilement. On peut regretter l'accord qui vient d'être signé avec la Nouvelle-Zélande, permettant à ce pays d'inonder le marché de sa viande bovine et ovine. En 4 ans le cheptel bovin français a perdu 850 000 têtes, en 1 an les jachères ont augmenté de 4%, et la part d'importation de notre viande consommée en provenance d'Argentine, est maintenant de 20%. Sans compter les volailles ukrainiennes qui vont arriver à gros bouillon.

Mais c'est bien la politique qu'ils ont laissée se développer, quand les souverainistes les avertissaient du danger. Pour quelles raisons ont-ils fermé les yeux ?

Désignés à la vindicte des écolos comme étant les pollueurs, ils sont sacrifiés sur l'autel de la transition écologique, qui au passage, se fout royalement que les produits traversent toute la planète pour arriver dans nos assiettes. Curieusement on ne parle pas de bilan carbone, quand il s'agit de commercer avec les amis de Davos. Oui, chers responsables de la FNSEA, nous étions souverains en électricité, l'Europe nous a ruiné, nous avons l'indépendance alimentaire, l'Europe que vous chérissez, nous a détruits, et continue de le faire. Un agriculteur se suicide tous les deux jours, est-ce que Macron s'en préoccupe ? Est-ce que cette extraordinaire Europe que vous avez vénérée s'en soucie ? Si tel était le cas vous auriez été entendus. Le monde paysan souffre, par la seule incompétence de ses dirigeants qui ont préféré faire confiance à des idéologues leur promettant le veau d'or, comme ils avaient juré la paix et la prospérité à l'ensemble des peuples.

Qu'advient-il de cette fronde ? On peut penser qu'un accord sera passé entre le gouvernement et les leaders des formations syndicales agricoles. Les habitués y trouveront leur compte, quand la masse restera engluée dans la nasse des contraintes administratives, des normes toujours plus nombreuses et d'une concurrence mondiale contre laquelle ils ne pourront rien faire. À moins que la base ne cesse d'écouter ces caciques qui les ont conduits dans le mur et qu'elle décide de prendre son destin en main. Un destin national, qui privilégie la production française. C'est ce que nous préconisons au RPF, donner les moyens à tous nos agriculteurs de vivre dignement de leur travail, en écartant les normes tatillonnes, en rendant la liberté de produire et d'exploiter à ceux qui osent se lancer, sans les contrôler à

tout bout de champ, sans les punir, quand en parallèle, les produits venant de l'autre bout du monde entre chez nous avec une bienveillance insupportable, sans droits de douane. L'auto-suffisance alimentaire était aussi le grand challenge de Général De-Gaulle, qui avait bien compris, comme tous les chefs d'Etats dignes de ce nom, qu'elle est l'un des piliers du développement économique.

Quand les Français auront compris que c'est dans l'union et la solidarité nationale que nos intérêts peuvent être défendus, avant de penser qu'un Allemand, un Hollandais se souciera de nous, et que les petites victoires corporatistes ne font qu'isoler les bénéficiaires du reste de la population, alors ce jour-là on pourra envisager de retrouver la fameuse cohérence politique qui fait défaut et se transforme en trahison, vis-à-vis d'une nation qui ne peut être forte sans indépendance alimentaire, militaire et énergétique.

[Rassemblement du Peuple Français](#)

Par Gilles La-Carbona : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire